

D 532 AMÉRIQUE LATINE: OPPRESSION, LIBÉRATION ET ORGANISATIONS CARITATIVES

Ce n'est pas si souvent que les organisations d'aide humanitaire s'interrogent sur les causes du mal dont elles cherchent à atténuer les effets. C'est cependant ce qui s'est passé à Quito, en Equateur, quand quatre-vingt cinq représentants d'organisations chrétiennes ont réfléchi sur leur rôle par rapport au sous-développement chronique de l'Amérique latine. Parmi les participants de ce colloque qui s'est tenu du 3 au 7 avril 1979, on notait en particulier la présence de "Church World Service", organisme nord-américain, conjointement avec d'autres agences d'Europe et d'Amérique latine.

A l'issue de la rencontre de Quito, un document final a été publié que nous reproduisons ci-dessous en français.

On relèvera essentiellement que les organisations caritatives réunies en Equateur reprennent à leur compte l'analyse du sous-développement comme phénomène de dépendance par rapport aux pays industrialisés, et non plus la thèse du retard dans le développement. Le ton du document est particulièrement incisif, y compris sur le rôle de l'Eglise

Note DIAL

DOCUMENT FINAL
DE LA RENCONTRE OECUMENIQUE D'ORGANISATIONS CARITATIVES
D'EUROPE, D'AMÉRIQUE DU NORD ET DU SUD

"LE DEFI DES PAUVRES A L'EGLISE D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAIBES"

1- Définition du pauvre et de de l'opprimé

En plus de celui qui manque de ressources économiques et qui vit dans des conditions inhumaines, le pauvre et l'opprimé est aussi celui dont les droits essentiels et les libertés fondamentales sont violés. En Amérique latine les trois-quarts de la population sont constitués de pauvres et d'opprimés car leurs besoins vitaux ne sont pas satisfaits: nourriture, scolarisation, santé, participation politique, etc. Ce sont des marginalisés dans la société. Ce sont des personnes qui, sans être dans la misère, n'en sont pas moins des pauvres parce qu'elles sont atteintes dans leurs droits fondamentaux. C'est pourquoi il faut toujours faire aller ensemble pauvreté et oppression.

2- Causes de la pauvreté

Comme chrétiens, nous ne pouvons ignorer que la racine de la pauvreté et de l'oppression se trouve dans la chute originelle (Genèse 3, 17-19). La Bible parle de la faim (Gen. 12,10), de l'oppression (Ex. 1,8-14 et 22), et de la domination de l'oligarchie en connivence avec les autres pouvoirs (Amos 2,6-7; 3,19-25; 4,1). Elle montre que la cause essentielle de la pauvreté est l'oppression (Ps. 72; Amos 4,1). Elle explique comment, après la chute, l'histoire humaine est marquée par l'oppression et la pauvreté jusqu'à l'avènement de la nouvelle Jérusalem (Apoc. 21,22).

Parmi les causes de la pauvreté, la Bible relève les suivantes:

- 1) l'aliénation entre la personne et son milieu (la création): la faim, la soif, la maladie, les plaies (Gen. 45; I Rois 17; Job 1; Joël 1; Ex. 7-11; Ruth 1; etc.);
- 2) l'aliénation entre les personnes: la guerre, l'oppression, la domination, la tyrannie, la corruption, etc. (Gen. 14; II Rois 6-7; I Sam. 8; Ecc. 5,8; Ez. 22, 23-31, 34);
- 3) l'aliénation entre la personne et Dieu: l'idolâtrie, le mépris du jour du Seigneur, l'absence du décime et de l'aumône pour les pauvres (II Rois 14,17,21,24,25; Is. 58; Néh. 13,15-18; Agg. 1,2; Mal. 3,6-12; Prov. 3, 9-10; Is. 58,13-14);
- 4) l'aliénation de la personne par rapport à elle-même: la paresse, les vices, l'ignorance (Prov. 6,6-11; 23,19-21; 21,27; 3,13-38; 8,1-20; 13,18).

La Bible nous montre surtout que la cause essentielle de la pauvreté réside dans le péché d'oppression. Mentionnée plus de trois cents fois, l'oppression est aussi rattachée à la pauvreté plus de cent fois.

Quant aux références du Nouveau Testament sur la question, on les trouve dans Jacques 1,27; 2,1-7; 5,1-6; Luc 4,18-19; 10,38; Apoc. 2,9-10; Hébr. 10,32-34; II Cor. 8,2; Rom. 8,35-36; etc.

Les causes - essentiellement historiques - de la pauvreté en Amérique latine, comme ailleurs, tiennent aux structures économiques de la société et non pas à des raisons ethniques, géographiques ou culturelles. Si l'on prend comme point de départ la notion de dépendance pour analyser l'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, nous constatons que c'est là le facteur décisif de la pauvreté dans cette région du monde. Cette situation prend naissance avec la colonisation européenne et aujourd'hui elle est liée au néocolonialisme de l'impérialisme capitaliste et aliénant. Cet impérialisme a suscité la dépendance économique, politique, idéologique et même culturelle par l'exploitation des ressources économiques, naturelles et humaines du continent au profit des oligarchies et des intérêts nationaux et internationaux.

La structure sociale de nos pays capitalistes dépendants est maintenue par l'oppression venant du contrôle privé des moyens de production et de la force du travail. Cette structure est le fruit de la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité et de l'exploitation des masses. Le système capitaliste impose une dynamique conduisant à l'appauvrissement constant de larges secteurs sociaux. L'économie de nos pays est orientée vers la satisfaction de la demande externe et ne considère qu'en second lieu les besoins des populations. Les grands propriétaires terriens et les chefs d'industrie locaux, étroitement liés au capitalisme international, maintiennent les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes

dans une situation de misère permanente. Ils soutiennent un système qui rejette la participation politique et qui pratique la répression systématique de la conscience populaire.

Pour toutes ces raisons, on le voit, les causes de la pauvreté sont inhérentes au système capitaliste. Pour se justifier, celui-ci a élaboré l'idéologie de la sécurité nationale pour maintenir le statu quo par des processus de modernisation qui ne remettent pas en cause le système économique et social en vigueur. L'idéologie de sécurité nationale est un moyen politique destiné à réprimer les mouvements populaires. L'ajout le plus récent au développement capitaliste de l'Amérique latine et des Caraïbes est la stratégie dite trilatérale (Etats-Unis, Europe occidentale et Japon) comme moyen de contrôle et comme mécanisme de dépendance favorable au développement du capitalisme transnational.

L'Eglise n'est pas totalement exempte de complicité dans la mesure où elle est partie prenante dans le jeu du capitalisme international et où elle se transforme en instrument d'aliénation idéologique au service des classes dominantes dans chacun de nos pays.

3- Les obligations de l'Eglise envers les pauvres et les opprimés

Par fidélité à l'évangile et conformément à la tradition des premières communautés chrétiennes, l'Eglise doit:

- retrouver sa condition d'Eglise des pauvres;
- refuser, avec les pauvres, toute situation d'oppression et entreprendre avec eux tous les combats nécessaires pour venir à bout de l'oppression;
- assumer la vie et les réalités des pauvres (cela n'est possible que si les pauvres, ou ceux qui ont fait siens leurs objectifs, prennent part à l'orientation de la vie de l'Eglise);
- ne pas constituer l'espace des riches qui tirent toujours profit de l'oppression (leur présence empêcherait l'Eglise d'être celle des pauvres et de prendre en compte les intérêts et les façons de penser de ces derniers. L'appel à la conversion des riches passe par le renoncement à leurs intérêts de classe et par la prise en charge des intérêts des opprimés).

L'Eglise doit dénoncer et annoncer: dénoncer l'oppression d'un système et annoncer de façon prophétique la nécessité de structures nouvelles puisque celles qui existent maintiennent la majorité des êtres humains dans une situation d'injustice et d'oppression.

Voici quelques objectifs possibles:

3-1. Oeuvrer en attaquant à la racine les causes de la pauvreté.

3-2. Réaliser des programmes qui aident les personnes à grandir et à développer les capacités de participation politique, qui est un droit nécessaire pour parvenir à la libération.

3-3. Faire un travail de conscientisation pour permettre aux personnes de comprendre que l'injustice de leurs conditions d'existence est due aux structures d'exploitation et d'oppression dans le domaine économique, politique, social et religieux, et cela au plan régional, national et international, et qu'elle n'est pas l'expression du fatalisme comme traduction de la volonté de Dieu.

3-4. Faire prendre conscience au pauvre de sa dignité essentielle d'ê-

tre humain comme héritier du royaume, en développant ses potentialités latentes pour qu'il devienne agent de sa propre histoire.

3-5. Proposer des méthodes et offrir des moyens permettant d'organiser la lutte pour la libération et de réclamer auprès des pouvoirs publics le respect des droits fondamentaux.

3-6. S'engager malgré les risques dans la défense des droits de l'homme en prenant la défense des opprimés, des prisonniers politiques et des réfugiés victimes des dictatures par des démarches efficaces auprès des autorités et la création dans chaque église d'une commission de la défense des droits de l'homme.

3-7. Apporter l'aide en esprit de solidarité et en soutien des organisations intermédiaires propres au peuple: syndicats, communautés paysannes, groupes de quartier et autres.

3-8. Susciter la naissance des organisations populaires au cas où elles n'existent pas.

3-9. Etre en permanence à l'écoute des problèmes et des besoins du peuple.

3-10. Aider à une mobilisation populaire.

4- Recommandations à l'Eglise en général

4-1. Parler de la justice autant que de la charité car la charité est habituellement prétexte à ne pas faire justice.

4-2. Travailler avec les pasteurs, les prêtres et les leaders de base des églises qui ne vivent pas cette situation et ne la comprennent pas, et cela grâce à des cours et des séminaires présentant les causes objectives de l'oppression et de ses conditions.

4-3. Promouvoir des rencontres d'évêques, de pasteurs, de prêtres et de leaders d'Eglise pour étudier les fondements théologiques et bibliques des exigences chrétiennes vis-à-vis du sous-développement, de la pauvreté et de l'oppression.

4-4. Faire que l'Eglise soutienne, même en prenant des risques, les mouvements populaires de défense de leurs droits. L'Eglise doit être fidèle à sa mission d'évangélisation en annonçant comme bonne nouvelle et action du Seigneur le combat du peuple pour subvertir l'ordre injuste et s'opposer ainsi à l'idéologie dominante d'oppression.

4-5. L'Eglise ne doit pas faire une politique de parti; sa fonction dans la société est d'ordre idéologique car elle légitime ou dénonce de façon prophétique, en paroles et en actes, un système déterminé. En conséquence, l'Eglise doit accompagner, soutenir les mouvements populaires et s'engager avec eux pour lutter contre les différentes formes d'oppression.

4-6. Les programmes ou projets que l'Eglise met en oeuvre doivent être parfaitement autonomes par rapport aux gouvernements.

4-7. L'Eglise doit créer les espaces nécessaires lui permettant de manifester sa solidarité avec les pauvres pour l'édification d'une nouvelle société.

4-8. Il faut renforcer les conseils oecuméniques nationaux et régionaux pour l'analyse critique de la situation et pour le soutien des chrétiens aux projets favorisant le développement de tout l'homme et pas seulement la croissance économique.

5- Principes de l'aide et de la solidarité des églises riches

Pour les églises riches, leur fidélité à l'évangile passe par le choix du combat avec les peuples opprimés contre les structures économiques et politiques qui sont à l'origine de l'oppression. Ce choix, fait dans les pays concernés, donnera sa valeur à l'aide éventuelle proposée aux peuples opprimés et garantira que cette aide va dans le sens de la rupture des mécanismes d'oppression.

Les orientations suivantes pourraient ainsi être suggérées aux églises riches:

5-1. Identifier les structures de domination et lutter pour les changer

5-2. S'opposer à la croyance qu'il suffit de transférer des fonds pour que les problèmes soient résolus. Les églises doivent s'engager et lutter dans leurs propres pays contre les structures d'oppression.

5-3. Eviter de donner aux programmes des orientations de type purement économique car elles ne correspondent pas aux réalités de la base.

5-4. Soutenir les projets marqués par l'engagement dans le combat contre les transnationales.

5-5. Faire grandir la prise de conscience du problème parmi leurs propres fidèles.

5-6. Elaborer la liste des données (études, livres, séminaires, statistiques, rencontres, films) sur les principales multinationales, données susceptibles d'être utilisées dans nos pays - au nord comme au sud -, dans les paroisses et les différents groupes d'action.

5-7. Soutenir les initiatives des peuples opprimés à l'encontre des transnationales en s'abstenant de prendre en ce domaine des initiatives paternalistes.

6- Recommandations aux églises d'Amérique latine et des Caraïbes

6-1. Prendre davantage contact avec la base, surtout de la part des hiérarchies et de ceux qui travaillent dans les projets.

6-2. Rappeler que les hiérarchies sont très liées aux pouvoirs économiques, politiques et sociaux et qu'elles doivent se convertir.

6-3. Donner une dimension oecuménique à l'action de l'Eglise comme issue au conservatisme des hiérarchies de certaines églises.

6-4. Ne pas se demander comment régler les problèmes des pauvres sans demander aux pauvres eux-mêmes ce que sont leurs problèmes et que faire ensemble pour les régler.

6-5. Tenir compte du fait que les gens du peuple n'extériorisent pas toujours leurs sentiments mais qu'ils expriment souvent les intérêts et les besoins qui sont ceux du système; ceci, pour ne pas tomber dans un faux spontanéisme de la base.

6-6. Ne pas maintenir les organisations intermédiaires ni les solutions élaborées par des intellectuels et qui ne correspondent pas aux besoins réels du peuple.

6-7. Etudier l'action des transnationales comme facteur d'oppression et de sous-développement car la prédication de l'évangile ne va pas sans une connaissance objective de la réalité dans laquelle il est vécu.

6-8. Que l'annonce de l'évangile aux responsables nationaux et étrangers des transnationales ne serve pas à les justifier en conscience et à les faire fuir des réalités dans lesquelles ils vivent.

7- Eglise et racisme

Le problème racial n'est pas structurellement inhérent au système capitaliste, bien que ce soit dans ce système qu'il ait le rôle le plus triste et le plus détestable. La fonction raciale tient une place importante dans l'exploitation. Mais il faut situer la question dans l'ensemble des problèmes concernant les classes exploitées.

Pour que le développement se fasse réellement il faut rompre la dépendance existante et mettre en place un nouveau système établi en fonction des besoins et des caractéristiques des secteurs sociaux auparavant exploités; et dans ce système il faut faire entrer les particularités des différents groupes raciaux constituant la société ou le pays.

L'Eglise doit, sur la base des principes chrétiens, respecter les coutumes des différents groupes raciaux et contribuer à leur union en fonction des problèmes qui leur sont communs. Chaque race doit développer sa culture, rechercher ses racines et, dans une perspective de coopération avec le reste de la communauté nationale, avancer vers la libération.

Nous rappelons que dans l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, l'oppression raciale va de pair avec l'oppression et l'exploitation de classe. L'identité raciale est donc un élément positif dans les luttes de libération du peuple, dans la mesure où elle n'abandonne pas la perspective de classe et où elle a des apports culturels positifs à offrir conjointement avec les autres secteurs sociaux opprimés en lutte pour leur libération.

8- Les limites de l'action politique de l'Eglise

L'évangélisation, en tant qu'elle est annonce de l'action de Dieu dans la lutte concrète du peuple pour sa libération, est une tâche politique. De la sorte, dans le cadre de l'action politique orientée vers la conquête du pouvoir par les classes populaires pour instaurer des rapports socio-économiques justes, l'évangélisation remplit le rôle qui consiste à affronter l'idéologie qui sous-tend les rapports d'oppression.

La limite de l'action politique des églises c'est que celles-ci ne doivent pas faire des choix politiques de parti, alors qu'elles doivent faire un choix idéologique clair en faveur de la libération du peuple. Elles doivent donc éduquer les personnes dans le sens d'un choix pour la libération, ce qui suppose que l'Eglise elle-même ait fait un choix éducatif et idéologique en ce sens.

Il faut savoir que l'action politique est ordonnée à la conquête du pouvoir et que tel n'est pas le rôle de l'Eglise. Cependant, celle-ci doit avoir du respect pour un choix politique visant la conquête du pouvoir et elle doit respecter les choix idéologiques et les moyens mis en oeuvre par le peuple de Dieu pour prendre le pouvoir. L'Eglise ne doit pas condamner le marxisme comme instrument d'analyse de la réalité et elle doit accepter l'aide des sciences sociales et de la politique.

L'Eglise doit, en ce domaine comme dans les autres, annoncer et dénoncer. Il faut comprendre et accepter que l'Eglise se soit, au cours de l'histoire, compromise économiquement et que sa situation ne changera pas tant qu'elle ne choisira pas de renoncer à ses privilèges économiques. Le peuple de Dieu doit lutter dans l'Eglise pour que cette prise de conscience devienne le fait de la hiérarchie ecclésiastique liée aux oppresseurs. Il résultera de cette rupture une tension et une violence évidentes.

La Bible ne condamne pas cela comme étant une violence injuste; elle condamne toujours, par contre, la "violence instituée" (Ps. 73,6; Mich. 3, 1-3). "Ainsi parle Seigneur Yahvé. C'est assez pour vous, princes d'Israël Cessez vos violences et vos rapines, pratiquez le droit et la justice, n'accablez plus mon peuple d'exactions, oracle du Seigneur" (Ez. 45,9).

Un modèle d'action pourrait être celui d'une richesse utilisée non pour opprimer mais pour libérer. Qu'on se rappelle la fonction de la propriété dans la vie de la première communauté chrétienne de Jérusalem (Actes 2 et 4). L'Eglise changera en même temps que changeront les intérêts du peuple. Ce sont les pauvres du peuple de Dieu qui convertiront la hiérarchie. L'Eglise doit participer activement à l'effort de libération en conservant son intégrité comme facteur de libération. Conformément aux circonstances politiques, son action peut changer de tactique mais toujours dans la même perspective.

L'Eglise ne doit pas s'identifier à quelque type de gouvernement que ce soit car si des problèmes surgissent à partir d'une certaine pratique du pouvoir et si l'Eglise est liée à un parti ou un gouvernement donné, il lui sera alors difficile de prendre position contre ces abus.

On estime qu'un gouvernement de type socialiste, en principe, propose une structure mieux adaptée à la réalisation d'une société plus juste.

Il a été dit, avec une certaine préoccupation, que des leaders d'Eglise profitent de leur position en son sein pour exploiter ceux qui sont à leur service. Ce faisant ils contribuent au fonctionnement de mécanismes d'oppression qui engendrent la pauvreté.

Nous devons retrouver la notion d'Eglise comme communauté de croyants, comme peuple, et en cela ne se confondant pas avec la hiérarchie ecclésiastique. Il faut cependant tenir compte du fait que les institutions ecclésiastiques sont une expression de l'Eglise.

En termes généraux, l'Eglise ne doit pas s'identifier à la politique des partis.

9- Eglise et développement

Lors des dernières décennies, le développement des pays d'Amérique latine a été compris comme une imitation du modèle de croissance présenté par les pays capitalistes avancés comme la seule manière possible de supprimer la faim, la misère et les conséquences de l'injustice qui affectent la vie de nos peuples. La théorie de la dépendance a mis en lumière le caractère erroné de cette façon de voir et a proposé une théorie du développement reposant sur les luttes de libération des peuples.

Par là le développement a quelque chose à voir avec la qualité de la vie dans le sens du dépassement définitif des obstacles politiques, sociaux, religieux et économiques qui s'opposent au progrès social et à la réalisation plénière du peuple. Cela suppose que le développement soit un processus ayant, en dernier ressort, quelque chose à voir avec la libération définitive de nos peuples par rapport aux pouvoirs qui, à l'intérieur ou de l'extérieur, maintiennent l'oppression et la pauvreté des masses populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200F (par voie normale)
(par avion: tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249

ISSN: 0399-6441